

GROUPES SOCIO-PROFESSIONNELS EN GUINÉE

J. BINET

L'Afrique est-elle individualiste et anarchiste, est-elle au contraire disciplinée et grégaire ? On peut se le demander lorsqu'on étudie le droit coutumier. Certes, l'encadrement de chacun est prévu d'une façon très rigoureuse, mais cette rigueur même ne prouve-t-elle pas que chacun souhaite d'échapper aux règles et vivre dans une indépendance totale ?

Une étude des groupes sociaux incite aux mêmes réflexions. Actuellement, tous les cadres sociaux éclatent. Il est intéressant de voir si d'autres vont naître, si le corps social saura retrouver une forme nouvelle, ou bien s'il éclatera sous la pression des individualismes hypertrophiés.

L'étude présentée ci-dessous a été faite en Moyenne-Guinée, au cours de l'année 1958. Des procédés divers ont été mis en œuvre pour voir quelle était la structure professionnelle de la population. Dépouillement du registre des patentes ou des recensements, étude des registres des tribunaux, dépouillement des registres de recensement. Tout cela a été complété par une enquête faite auprès de 275 personnes choisies au hasard dans les différents groupes professionnels et dans les différents quartiers des villes.

La documentation ainsi réunie a permis de constater les grandes lignes d'une différenciation de la société, de voir

— 67 —

N° : 2193 ex 1

Cote B

Date : 29 DEC 1982

pourquoi cette différenciation est née et quelles en sont les modalités, enfin de mesurer la conscience que les individus prennent de ce phénomène et le repliement en classes socio-professionnel. Une remarque préliminaire s'impose. Cette différenciation professionnelle est-elle le signe précurseur de la naissance des classes sociales ? Les caractères essentiels de celles-ci manquent ici, semble-t-il. La structuration est sommaire et l'idéologie de classe est absente, les fonctions remplies sont peu nombreuses... Quoi qu'il en soit, la présente étude se borne à décrire ce qui existait lors de la collecte des matériaux sans chercher à prévoir l'évolution future des groupes et sans tenter de replacer les choses dans une perspective générale.

I. — LES DIFFÉRENCIATIONS.

Jadis, avant l'arrivée des européens, la force avait engendré une certaine structure sociale. Certaines ethnies conquérantes avaient imposé leur domination. Certaines familles nobles jouissaient d'une situation privilégiée.

Tout cela est oublié maintenant et l'aristocratie a vu disparaître son autorité. Peut-être n'a-t-elle pas perdu tout son prestige. Dans la région qui nous occupe, les nobles Peuls jouissent encore d'une certaine considération. Mais en fait, leur revenu est souvent moins élevé que celui de leurs anciens vassaux ou que celui de leurs anciens esclaves. Leur nourriture même est souvent moins riche. On peut donc supposer que leur niveau de santé sera de moins en moins bon. On peut prévoir dès maintenant une décadence physiologique des anciennes aristocraties. Le problème se pose exactement dans les mêmes termes dans la vallée du Sénégal ou dans la vallée du Niger. Il ne serait pas étonnant d'ailleurs que ces aristocraties déchues, que ces conquérants en disponibilité soient susceptibles, pour réagir contre leur déchéance même, de créer des difficultés aux pouvoirs publics.

La différenciation en castes professionnelles était le second élément essentiel de la sociologie, telle qu'elle se présentait avant l'arrivée des européens. Presque partout dans l'Afrique soudanaise ou sahélienne, l'exercice de certains métiers était réservé à des familles spécialisées. Cette situation est héréditaire et l'endogamie vient renforcer les liens à l'intérieur du groupe. En effet, un jeune homme né d'une famille de forgerons ne peut se marier en dehors du groupe social des forgerons. Ses enfants appartiendront obligatoirement à sa caste, même s'ils ne pratiquent pas le métier de forgeron. Ce système aboutit donc à une ségrégation quasi absolue et l'on peut se demander si cette spécialisation ne correspond pas ou n'a pas correspondu, à l'origine, à une différenciation ethnique.

Le public s'y trompe en effet, et parle de la race des forgerons comme s'il s'agissait d'une ethnie distincte.

Dans la région qui nous occupe d'ailleurs, les deux notions de caste et de race se mélangent parfois. En effet, parmi les Peuls de race pure, aucun n'appartient à une caste professionnelle. Tous sont cultivateurs ou éleveurs. Les membres des différents métiers appartiennent au groupe ancien des Diallonké sur lesquels les conquérants Peuls ont conquis les Hauts-Plateaux, ou bien à la race Malinké qui peuple les régions voisines.

Ce système de différenciation sociale engendrait une spécialisation économique bien marquée : forgerons, artisans du bois, poètes, musiciens, cordonniers avaient une sorte de monopole sur leur profession. Peut-être pouvaient-ils en tirer quelque avantage économique, puisque, outre leur spécialisation technique, ils pouvaient également cultiver la terre, mais en réalité, ils étaient de condition inférieure. La masse les tenait pour quelque peu méprisables, le nom même dont on les affublait en était la preuve : Nyama Kala (brin de fumier), désignait tous les gens de caste. Certains d'entre eux étaient également redoutés. On connaît les pouvoirs

magiques des forgerons, on sait que les cordonniers fabriquent des gaines en cuir pour placer toutes sortes de talismans, le griot, enfin, est un maître en intrigues et ses discours sont susceptibles de retourner l'opinion publique. Méprisés, redoutés, les gens de caste ont une situation économique qui n'est pas défavorable, puisqu'ils peuvent, à l'exercice de leur profession adjoindre le métier de cultivateur. Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, ne pratiquent pas la profession qui leur a valu leur nom, en particulier un grand nombre de griots ou de Laobé (sculpteurs sur bois) sont devenus commerçants. Tout cela reste encore bien marqué aujourd'hui, aussi bien au Sénégal qu'en Guinée ou au Mali.

Cependant, le fondement actuel de la différenciation sociale est ailleurs, il est dans la profession exercée et non plus comme jadis dans la noblesse des ancêtres ou dans la caste professionnelle héritée. Recensements démographiques, listes électorales, listes professionnelles fournissent une variété considérable de désignations des professions. Un regroupement est nécessaire si l'on veut y voir clair. Il faut signaler tout d'abord l'importance du groupe des « sans-profession ». Déjà, au Cameroun nous avons relevé le nombre élevé de jeunes gens qui étaient portés sous cette rubrique (1). Certes, cela peut correspondre à une insuffisance des agents recenseurs, cela peut correspondre au fait que les catégories définies ne sont pas claires dans l'esprit du public et que l'on étiquette « sans profession » tout individu qui exerce une profession parfaitement classique (cultivateurs, jardiniers, éleveurs de petit bétail), de même qu'en Europe on qualifie parfois de « sans activité économique » les femmes qui restent à leur foyer.

Le nombre ou la proportion des individus dits « sans profession » ou des individus étiquetés « agriculteurs » doit

(1) Cahiers internationaux de Sociologie.

être considéré avec une certaine méfiance et l'on ne doit établir aucune théorie sur ces chiffres. En effet, selon les textes législatifs qui ont déterminé les frontières urbaines, des collectivités plus ou moins nombreuses de cultivateurs sont englobées à l'intérieur des villes. Cela n'a donc aucune signification quant à l'activité économique de la ville même et quant au type d'agglomérations.

Toutes les activités de type traditionnel doivent être relevées. C'est là que l'on voit apparaître les membres des anciennes castes, tisserands, cordonniers, bijoutiers, forgerons. Il est également nécessaire d'ouvrir une rubrique spéciale pour les notables et, dans les pays d'influence musulmane, pour les marabouts. Souvent, en effet, ces hommes n'exercent pas d'autres professions. L'ensemble des « techniques modernes » vient ensuite. La catégorie inférieure est représentée par les manœuvres et gardiens. Parler de techniques modernes à leur propos peut paraître dérisoire. Cependant, comme ils sont en général salariés par des entreprises, vivant dans un circuit économique moderne, ils peuvent dans un certain sens être rattachés au groupe des ouvriers exerçant des métiers modernes.

Pour certaines professions, la distinction est à la fois technique et juridique, en ce sens que le métier réunit plus souvent des artisans que des salariés. C'est le cas pour les maçons, les menuisiers, les tailleurs et les couturières. Métiers modernes puisqu'ils ont été dans leur forme actuelle importés par la civilisation européenne. Mais métiers artisanaux d'une part, et d'autre part métiers profondément ancrés maintenant dans la vie économique locale. D'autres techniques, au contraire, restent plus étrangères : les mécaniciens, les ouvriers spécialisés de différentes catégories. Une place à part doit être faite aux domestiques dont le nombre est toujours relativement important en Afrique, aussi bien domestiques au service d'Européens, que domestiques au service d'Africains.

Un troisième groupe de professions réunit ce que l'on pourrait appeler des tertiaires : commerçants, boulangers, bouchers, employés de commerce, chauffeurs, fonctionnaires et employés de service public divers (chemin de fer, par exemple), militaires, retraités. Il a été nécessaire, en effet, de noter sous une rubrique spéciale les anciens soldats car leur nombre est assez grand dans les villes de la Moyenne-Guinée. Cette classification permet, d'ailleurs, d'établir entre les villes étudiées des comparaisons utiles. C'est ainsi que Kindia prend l'apparence d'une ville moderne où les ouvriers exerçant des métiers spécialisés divers sont relativement nombreux ; au contraire, les villes du Fouta-Djalou restent des centres tout imprégnés de civilisation traditionnelle : cela se voit par l'importance des artisans, tisserands, cordonniers, bijoutiers ou forgerons qui représentent les techniques traditionnelles. Cependant, le rôle de Labé comme centre de transit paraît clairement. Le nombre de chauffeurs, de convoyeurs ou de mécaniciens en témoigne (2). On ne doit pas non plus s'étonner du nombre des employés de commerce, si l'on se souvient du rôle dominant des Foula dans le commerce local des régions voisines. C'est ainsi que la région dépendant administrativement de Kindia, peuplée en majorité de Soussou, est fréquentée par des commerçants forains de race Foula (3).

La distinction des différentes professions pratiquées doit permettre de voir si le centre urbain étudié est un centre vivant selon les normes traditionnelles, s'il pratique une économie régionale ou s'il est touché par les courants économiques intercontinentaux.

(2) Depuis 1958, le nombre d'Européens a beaucoup diminué dans les centres secondaires.

(3) Avec l'évolution politique et économique, le nombre des chauffeurs et convoyeurs, ainsi que celui des employés de commerce, paraît avoir diminué en notable proportion.

II. — CAUSES ET MANIFESTATIONS
DES DIFFÉRENCES SOCIALES.

Trois aspects peuvent être étudiés, la spécialisation par race, la variation du niveau culturel, la richesse et le niveau de vie et enfin comme conséquence de ces trois aspects la différence de prestige.

Il est bien heureux que la répartition professionnelle ne coïncide pas rigoureusement avec une répartition ethnique. En effet, s'il y avait coïncidence cela donnerait une rigidité dangereuse à la société, jamais un individu ne réussirait à sortir de sa condition sociale : il y serait sans cesse ramené par son appartenance tribale. D'autre part, de la coïncidence des deux critères naîtraient des ressentiments redoutables. Si, en effet, les professions lucratives ou celles qui confèrent de l'autorité étaient trustées par une ethnie, les autres populations risqueraient de se sentir brimées. On peut noter pourtant que dans la région qui nous occupe les Sous-sou sont rarement commerçants. Cette profession est surtout entre les mains des Malinké et des Foula.

Chaque profession a un degré propre d'ouverture au monde extérieur. Chaque profession exige un niveau intellectuel particulier, chaque profession suppose un certain niveau d'instruction scolaire, on peut donc supposer que chaque groupe professionnel se forme une idée propre sur ses besoins et ses aspirations. Sur ce dernier point, un questionnaire précis a été essayé, mais le nombre de sujets interrogés est trop faible pour que l'on puisse affirmer quoi que ce soit. Les résultats sont simplement donnés comme indication de méthode et comme des hypothèses de travail pour l'avenir. Les fonctionnaires ont en général le meilleur niveau scolaire. D'autre part, ils ont été plus ou moins habitués aux méthodes de l'organisation administrative par leur profession, par leurs relations, par les informations dont ils disposent ; ils s'élèvent en général jusqu'à un horizon assez éloigné. Pour eux

le monde extérieur existe. D'autre part, au hasard de leurs affectations, au service de l'Etat, ils ont voyagé un peu partout à l'intérieur de la Guinée. Certains ont même été dans d'autres parties de l'ancienne A.O.F.

Il est étonnant et attristant de constater qu'une catégorie aussi élevée de la population ne se proposait pas en août 1958 des buts très exaltants, ni très prometteurs pour l'économie future du pays. En effet, 63 % des vœux exprimés par les fonctionnaires portent sur la construction, l'acquisition, l'amélioration de leur habitation. Désir parfaitement raisonnable certes, mais les investissements ainsi utilisés ne seront probablement pas très productifs.

La délinquance est très faible parmi les fonctionnaires, mais cela peut prouver une moralité supérieure, aussi bien qu'une plus grande habileté d'homme parfaitement au courant de la loi.

Le métier de commerçant exige de ceux qui le pratiquent une grande connaissance du pays et des Etats voisins. Il faut se tenir constamment informé des prix pratiqués sur les différentes places, de l'état des récoltes, des quantités de produits disponibles. Il faut agir vite et avoir un certain esprit d'organisation. Rares sont les commerçants qui ont profité d'une instruction scolaire même élémentaire. Ils ont été plus souvent formés par le moyen demi-traditionnel de l'école coranique. Comme on pouvait l'espérer, leurs vœux montrent l'importance chez eux de la prévision économique; en effet, 49 % des souhaits exprimés manifestent le désir d'améliorer l'équipement professionnel, d'agrandir le commerce, d'acquérir une plantation. Mais 30 % des souhaits exprimés sont relatifs au pèlerinage à la Mecque. C'était, il est vrai, en 1958. Il est probable qu'après six ans de propagande pour la laïcisation les choses ont changé. Après les Marabouts, les commerçants sont la catégorie qui exprime le plus souvent ce désir. Cela confirme cet aspect de culture tradition-

nelle déjà signalé chez eux. Faut-il retenir la même explication pour leur faible délinquance ? En effet, si l'on compare le nombre total des commerçants dans la région étudiée et le nombre de commerçants écroués dans des prisons, on constate que le taux de délinquance est de 2,5 %, soit un taux très faible pour l'ensemble du pays. On est tenté d'en conclure que les commerçants forment une bourgeoisie respectable ayant bien intégré dans son comportement les valeurs morales de la société locale.

Les ouvriers exerçant des professions spécialisées diverses témoignent évidemment d'une acculturation certaine. Certains d'entre eux ont été à l'école, mais de toute façon leur participation à la vie technique a modifié leur comportement. Le groupe des maçons, menuisiers et tailleurs représente peut-être une catégorie distincte. Bien enracinés dans la ville, ces hommes représentent une véritable bourgeoisie au sens étymologique du terme et c'est peut-être à cet enracinement que l'on doit attribuer la moralité particulièrement stricte qui semble régner dans le groupe, puisque les taux de délinquance sont parmi les plus faibles. Au contraire, les autres ouvriers ont un taux de délinquance non négligeable. Le cas particulier des chauffeurs, joyeux drilles, que leur nomadisme affranchit de tout contrôle social a été déjà signalé au Cameroun. Les aspirations de ce groupe ne dénotent pas des soucis religieux très marqués. Chez les chauffeurs, aucun vœu n'est exprimé au sujet du pèlerinage. Et dans l'ensemble des ouvriers et des artisans, la proportion à ce propos est faible. Avoir une meilleure habitation reste l'objectif principal.

Le cas des artisans traditionnels est un peu différent. Beaucoup d'entre eux, en effet, pratiquent une sorte de nomadisme saisonnier, et vont exercer leur métier dans quelque village. Leur niveau culturel est généralement très faible, face à la civilisation européenne, mais assez élevé face à la civilisation traditionnelle. Ils en ont probablement assi-

milé très profondément toutes les valeurs morales et religieuses, c'est pourquoi il n'y a pas de délinquants parmi eux, dans l'année étudiée.

Les marabouts, les Karam^{ok}bo (maîtres d'école coranique), les notables, généralement peu touchés par la scolarisation, ont par contre un niveau de culture assez élevé en matière traditionnelle. Nul ne s'étonnera que 42 % des souhaits des marabouts concernent le pèlerinage. On peut même s'étonner au contraire que ces vœux ne soient pas plus fréquents et que 43 % aient été consacrés à l'habitation. Ce groupe ne fournit aucun délinquant dans l'année étudiée.

Au contraire, le taux de délinquance des manœuvres est un des plus élevés (plus de 6 %). Les circonstances l'expliquent en grande partie. En effet, les débardeurs, portefaix, gardiens, balayeurs, etc., vivent auprès des richesses déposées dans les boutiques et en particulier dans les boutiques européennes. D'autre part, tout ce monde est passablement misérable. Il y a, semble-t-il, deux catégories de manœuvres, d'une part, des tout jeunes gens, de 16 à 20 ans, venus récemment de leur village, incapables probablement d'exercer un autre métier. Mais ce ne sera pour eux qu'une situation de départ, ils s'élèveront soit vers le commerce, soit vers des professions plus spécialisées.

On rencontre aussi une autre catégorie de manœuvres, des hommes relativement âgés de 40 à 45 ans, ceux-là, vraisemblablement, n'ont pas pu réussir à faire autre chose et termineront là leur vie. Ceux-là sont de véritables prolétaires; ainsi s'expliquent, semble-t-il, l'allure bizarre et l'étalement de la courbe de répartition par âge. Est-ce la misère, ou est-ce l'ambition qui explique la répartition des vœux exprimés par les manœuvres ? Aucun ne désire faire le pèlerinage de La Mecque, signe évident d'une désaffection vis-à-vis des valeurs traditionnelles. Les vœux relatifs à l'habitat sont relativement peu nombreux (40 %), 40 % des souhaits se rapportent à des questions économiques,

organiser une plantation, avoir du bétail, avoir un fonds de commerce, etc. C'est dans ce groupe que l'on trouve le dynamisme économique le plus marqué.

La différenciation professionnelle se manifeste par la différence du niveau de vie. Sur ce plan, nous l'avons déjà dit, les différences entre les catégories nobles et les catégories subalternes tendent à s'estomper. Au Soudan, les Peuls ont un revenu de 7.892 F, tandis que leurs anciens captifs ont un revenu de 7.107 F. Dans la vallée du Sénégal, l'évolution est encore plus marquée, puisque les Nobles Torobé n'ont que 3.725 F C.F.A. par personne et par an, leur revenu est inférieur à celui de toutes les autres catégories sociales, plus bas que celui de leurs anciens captifs (3.920 F) et que celui des artisans (4.260 F). En Guinée, les chiffres sont moins brutaux (4), le niveau nutritionnel des Foulas semble moins bon avec 1.700 calories que celui des Sous-sou avec 1.854 calories. Mais faute de données portant sur des chiffres suffisamment étendus, on ne peut voir là que des indications. Dans les milieux urbains qui nous intéressent surtout ici, aucun relevé n'a été fait sur les budgets familiaux, on ne peut donc avancer aucun chiffre donnant une hiérarchie financière de la société. Cependant, la possession de signes extérieurs de richesses ne trompe pas. Seuls, les fonctionnaires ou les commerçants possèdent des habitations en « dur », des autos, des motos, des vêtements élégants. Il est possible que les difficultés économiques de ces six dernières années aient retourné la situation : faute d'importations le citadin

(4) Par la méthode des relevés quotidiens, on semble constater que les Sous-sous jouissent d'un revenu supérieur à celui des Foulas, anciens conquérants (2.510 F contre 1.990 F). Mais par la méthode des relevés rétrospectifs annuels on est amené à penser que les Sous-sou disposent de 67.072 F par famille et par an, tandis que les Foulas ont 87.525 F et les anciens captifs 43.884 F. Ces chiffres ont été basés sur une enquête portant sur un nombre de familles trop limité pour pouvoir être donné autrement que comme des indications.

ne peut guère acheter, tandis que le rural dispose au moins de nourriture.

Le prestige accordé aux différentes conditions sociales découle de tout ce qui précède. Il est possible de le mesurer directement, soit en interrogeant les enfants sur les métiers qu'ils souhaiteraient faire, soit en interrogeant une catégorie enquêtée sur la hiérarchie dans laquelle elle classe les diverses professions. Le dépouillement des documents ainsi obtenus n'a pas été entrepris. Divers travaux menés dans d'autres régions permettent cependant de préjuger de ce que l'on pourrait trouver. Il est également possible de mesurer le rayonnement social de chaque profession en comptant les amis qui sont déclarés. On constate alors que les cultivateurs viennent en tête, avec plus de 2,7 amis par individu. Ensuite viennent les Marabouts et les chauffeurs (2,5), puis les commerçants (2,2), les artisans et ouvriers (2), les fonctionnaires (1,5), les employés de commerce (1,4) et les manœuvres (0,7). Cette échelle ne mesurerait-elle pas l'intégration dans la société ? Cultivateurs et Marabouts sont parfaitement intégrés à la société traditionnelle. Tandis que les manœuvres et les employés de commerce sont particulièrement loin de cette société. Si les fonctionnaires ont un nombre de relations sociales limitées, ne serait-ce pas dû au fait que, représentant une élite, ils se montrent plus difficiles dans le choix de leurs amitiés ? Au cours de leurs voyages, les chauffeurs se font beaucoup de relations, tandis que les artisans et ouvriers, qui sont relativement stables, nouent des camaraderies avec toutes sortes de voisins. Manœuvres et employés de commerce, formant des catégories peu estimées, constitueraient une sorte de prolétariat tenu en quelque sorte à l'écart de la vie sociale urbaine. Cela paraît se confirmer en voyant non plus le nombre global des amitiés, mais l'appartenance socio-professionnelle de chacun des amis revendiqués par les personnes interrogées. Beaucoup invoquent des liens amicaux avec les fonctionnaires, des marabouts, des chauffeurs ou des artisans.

Les commerçants sont cités très souvent encore. Au contraire, les employés de commerce et les manœuvres sont rarement cités. Groupe peu cohérent, semble-t-il, puisque les relations à l'intérieur du groupe sont peu nombreuses. Groupe peu fréquentable peut-être, puisque les autres catégories ne se vantent pas souvent d'avoir des amis parmi eux. Les conditions d'exercice de leur travail (horaire par exemple ou domiciliation) rendraient-elles particulièrement difficile une vie sociale ?

Par ces différents moyens, on a donc essayé de mesurer le prestige de chacun des groupes professionnels considérés. Et cet élément se joint aux autres différences de niveau de vie, et différences culturelles, pour marquer nettement une différenciation de classe sociale.

III. — CONSCIENCE DE LA DIFFÉRENCIATION.

Lorsque la différenciation sociale est à base ethnique, la conscience en est très claire. Hommes et femmes ressentent instinctivement leur appartenance à telle tribu. Souvent d'ailleurs, les critères qu'ils adoptent ne sont pas des critères anthropologiques ou historiques, telle que la descendance de telle famille, mais plutôt des critères linguistiques. C'est en adoptant la langue Soussou que les Bagas deviennent Sous-sous. Dans un gros effort pour l'unification du pays, le parti avait mis l'accent sur la nécessité de dépasser ces querelles tribales. Cette consigne avait été suivie. Il a été facile, en effet, de remarquer que les amitiés intertribales étaient particulièrement nombreuses dès 1958 parmi les dirigeants du parti.

La conscience de castes subsiste. Le fait même que l'on insiste sur sa suppression prouve qu'il y a là quelque chose qui gêne encore les groupes sociaux. La constitution de la République de Guinée ne rappelle-t-elle pas qu'aucune différenciation ne peut être faite entre les citoyens selon leur race, leur sexe ou leur caste. Pour qu'un texte législatif aussi important ait jugé nécessaire de porter mention de ces cho-

ses, c'est qu'elles sont encore bien vivantes dans la conscience collective. La Guinée n'a pas le monopole de cette conscience de caste et le journal *Dakar-Matin* s'est fait l'écho en 1961 de bagarres nées au moment de l'ensevelissement d'un griot dans le cimetière commun. Selon les principes anciens, le griot, personnage méprisé, ne pouvait pas être mis en terre dans le même cimetière que les personnes honorables. Dans l'état actuel, le public est conscient de l'appartenance à différentes castes, mais pour lui cela se traduit en termes d'honorabilité et de prestige plutôt que dans une mesure de niveau de vie ou en une hiérarchie d'autorité. Dans la Guinée moderne d'ailleurs, le griot, expert dans le maniement des foules, a été particulièrement utile au parti et au Gouvernement. Les milieux influents y sont sensibles.

Existe-t-il une conscience de classe ? Heureusement, il n'y a pas de liens entre la profession et la caste ni entre la profession et la race. En effet, ceux que l'on appelle forgerons, ou cordonniers peuvent très bien exercer des métiers de commerçants ou de cultivateurs. Quant aux métiers nés de la vie économique moderne ils sont bien entendu parfaitement libres puisque l'ancienne organisation ne pouvait pas les prévoir. Les groupes socio-professionnels ont engendré une structure. Mais en fait, cette structure, qui est généralement syndicale est davantage liée au parti politique qu'à la vie économique et professionnelle. La disparition du syndicalisme depuis l'indépendance suffirait à le prouver. Au cours de quelques conversations, il m'a été possible de constater que le public reconnaissait assez généralement combien les différentes professions dépendaient les unes des autres. Ce n'est pas aux Guinéens qu'il serait nécessaire de présenter l'apologue des membres et de l'estomac. D'ailleurs, les jugements péjoratifs sur les autres catégories sont très rares. A part ceux qui ont souvent quelque orgueil d'être des « intellectuels », aucune vanité, aucun mépris non plus, ne sont liés au groupe professionnel. Même en matière ethnique où les passions risquent

cependant d'être plus vives, les Guinéens du Moyen-Konkouré se révèlent en général mesurés dans leurs jugements. Ils ne sont pas plus indulgents pour les autres que pour eux-mêmes et reconnaissent les qualités et les défauts de différentes ethnies. Cependant le repli de certains groupes sur eux-mêmes est-il simplement dû au hasard ? Ne serait-il pas déjà une première manifestation de la conscience d'appartenir à une collectivité particulièrement éminente, désireuse de ne pas se commettre avec n'importe qui ?

Un trait cependant laisserait penser qu'une conscience de classe commence à naître. Plusieurs catégories se replient sur elles-mêmes. Le cas des cultivateurs est particulier. Tous ceux qui ont été interrogés sont des citadins, par conséquent, leur exemple n'illustre pas le moins du monde la condition ou l'opinion des cultivateurs véritablement ruraux. Néanmoins, ils conservent des relations nombreuses avec tous les groupes sociaux. Ils forment en quelque sorte la souche-mère d'où partent les branches différenciées. Les fonctionnaires, au contraire, vivent dans un milieu particulièrement clos. 25 % d'entre eux sont fils de fonctionnaires, plus de 50 % choisissent leurs amis parmi la même catégorie. 20 % des frères des fonctionnaires interrogés travaillent également dans une administration. On voit que se dessine là une sorte de caste. La fonction publique tend à être monopolisée par certaines familles. Le phénomène d'ailleurs ira en s'accroissant, puisque, pour accéder aux emplois, il sera nécessaire maintenant de justifier d'une instruction supérieure et d'exhiber des diplômes. Or, les enfants de fonctionnaires ont pour acquérir l'instruction nécessaire des facilités plus grandes. Leurs parents habitent dans les villes, ils ont des relations professionnelles ou amicales avec les membres du service de l'enseignement ; déjà instruits, ils sont plus soucieux d'éducation et songent à assurer l'avenir de leur progéniture. Les commerçants manifestent également la tendance au repli sur eux-mêmes. Un tiers des frères des commerçants interrogés sont

également commerçants, ainsi que 45 % de leurs amis. Il est intéressant de relever ici que la classe commerciale est encore ouverte en ce sens que l'on y accède assez peu par hérédité. 11 % seulement des commerçants sont nés de pères commerçants. Le groupe des fonctionnaires est déjà bien formé depuis près d'une génération. Une tendance à l'hérédité y est déjà marquée. L'activité commerciale est probablement trop récente pour avoir donné naissance à un groupe héréditaire. Les autres corporations sont beaucoup moins endotropes. La tendance reste pourtant réelle puisque les relations à l'intérieur du groupe sont plus nombreuses que les autres. Par rang d'endotropisme décroissant, nous pouvons classer les artisans et ouvriers, les notabilités religieuses, les tailleurs, les chauffeurs, puis, très loin derrière, les employés de commerce ; les manœuvres enfin n'ont aucune relation à l'intérieur de leur groupe professionnel.



En Guinée, comme au Cameroun, objet d'une étude précédente, la différenciation professionnelle est assez bien marquée. Les anciennes différences entre les ethnies, les castes, les aristocraties ont tendance à s'effacer, parfois même à se retourner, en ce sens que les castes jadis nobles peuvent être, actuellement, les moins riches et les moins influentes. Culture, niveau de vie, aspirations, relations marquent les différences entre les différents groupes. D'une façon générale, le public n'est pas conscient de cette différenciation et refuse même de l'accepter. Il est en effet animé par le désir d'assurer l'unité du pays. Cependant, le repli de certaines professions sur elles-mêmes en fait une sorte de caste. Le fait est grave dans la mesure où il permet à un groupe de monopoliser les places intéressantes. Fonctionnaires et commerçants sont les catégories les plus repliées sur elles-mêmes. Ce sont aussi les groupes les plus puissants, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique. Une

étude faite sur les comités régionaux et les sections urbaines du parti pour Labe, Pita et Kindia permet de mesurer leur influence. 30 % des dirigeants locaux du parti sont fonctionnaires, 7 % seulement sont commerçants. Aucun n'est marabout, 12 % exercent la profession de cultivateur. Néanmoins, les relations des dirigeants avec les milieux ruraux restent solides, puisque 30 % sont fils, et 45 % gendres de cultivateurs. Les fils de commerçants sont nombreux (28 %). Parmi les amis de ces leaders, 49 % appartiennent à la fonction publique, 29 % font du commerce. On voit donc qu'il s'agit là d'une véritable aristocratie. L'étude de la liste des élèves du Lycée de Conakry en 1958 confirme cette impression. Les fils de fonctionnaires représentent le quart de l'effectif. Alors que dans la population totale du pays, ils représentent probablement quelques 2 ou 3 % de la population totale. 21 % des élèves sont fils de cultivateurs. Cette proportion assez importante reste tout de même rassurante. 12 % sont fils de commerçants. Les enfants venus d'autres catégories sont peu nombreux. 1 % sont fils d'employés de commerce, 3 % fils d'ouvriers, 1 % fils d'artisans traditionnels. On peut donc penser que l'élite de demain sera constituée en grande partie par les fils de fonctionnaires et de commerçants. Ces deux classes sociales voient l'avenir s'ouvrir devant elles. la plasticité sociale est-elle suffisamment assurée ? Les élites venues de toutes les couches de la Nation peuvent-elles monter également vers de hautes destinées ? On répondra que la situation est analogue en France. Mauvaise réponse. Ce n'est pas parce que les choses ont été médiocrement organisées en Europe que l'on doit s'accoutumer à les voir s'organiser imparfaitement en Afrique.

J. BINET,
ORSTOM.



LE MONDE NON CHRÉTIEN

74

Groupes Sociaux-Professionnels en Guinée.

J. BINET

Maurice Leenhardt
et les Eglises Ethiopiennes.

- M.I.P. de QUEIROZ

CHRONIQUES

L'Afrique, l'Inde et le Christianisme
d'après Raymond Banikkar.

G. BOIS

BIBLIOGRAPHIE

PARIS - IV^e
17, RUE SAINT-ANTOINE

B-2193 ext

B.2/93
ex 1